



DANS CE NUMÉRO:
CONFÉRENCE SUR LES SOINS DE
SANTÉ

>> PAGE 2

**DU SECOURS POUR FORT
McMURRAY >> PAGE 3**

**NÉCESSITÉ D'UNE POLITIQUE SUR
L'AUTOMOBILE
>> PAGE 4**

VOLUME 4, NO. 10

WWW.UNIFOR.ORG

19 MAI 2016



uniforum



Les membres et les alliés d'Unifor se sont rassemblés devant l'hôtel Ritz-Carlton du centre-ville, où se réunissait le comité fédéral chargé d'examiner le PTP, pour tenir des audiences parallèles.

Canada devrait repenser son approche commerciale

Le Partenariat transpacifique (PTP) entraînerait des pertes d'emplois, accorderait trop de pouvoir aux sociétés et ne devrait pas être ratifié. Voilà ce qu'a affirmé Dino Chiodo, président de la section locale 444 d'Unifor, lors des audiences portant sur l'accord commercial.

« Décidément, le Canada doit repenser son approche commerciale en général, a-t-il dit au comité lors de son passage à Windsor. Le rejet du PTP pourrait aider à lancer cette discussion, ce qui serait une bonne chose. »

« Un cadre commercial fondé sur des principes et équitable pourrait éclairer le développement du commerce sous un angle nouveau, d'une manière qui serait intentionnellement transparente, collaborative et mutuellement bénéfique et qui relèverait les normes pour tous les travailleurs et les citoyens du monde », a-t-il ajouté.

M. Chiodo a indiqué que l'accord prévoyait l'élimination des droits de douane sur les

Le Conseil québécois met l'accent sur le climat et les emplois

Près de 400 personnes déléguées ont participé au Conseil québécois d'Unifor, qui s'est déroulé du 4 au 6 mai à Trois-Rivières. Les ateliers sur les changements climatiques et les transformations urgentes nécessaires pour protéger la planète comptaient parmi les

>> Suite à la page 2

Les nombreuses menaces que pose le PTP sont évoquées à l'occasion d'un rassemblement

Des militants issus de tous les horizons se sont rassemblés devant l'hôtel de luxe du centre-ville de Toronto où se déroulaient les audiences fédérales sur le Partenariat transpacifique (PTP) pour faire connaître aux politiciens les torts que l'accord leur causerait.

« Notre legs est en jeu, tout comme nos emplois », a dit Jake Moore, président de la section locale 79M d'Unifor, aux

participants au rassemblement organisé par son syndicat.

M. Moore, dont la section locale représente des travailleurs du secteur des médias (CTV, Bell Télé et d'autres entreprises), a indiqué que le PTP restreindrait le droit du gouvernement canadien d'établir des règles sur le contenu canadien ou d'empêcher les investisseurs étrangers d'acheter les entreprises médiatiques canadiennes.

>> Suite à la page 3

>> Suite à la page 3

Le point sur le congrès 2016

En ce qui concerne le congrès national de cet été, les dates limites approchent à grands pas, surtout pour les sections locales qui souhaitent présenter une résolution.

Les résolutions et les modifications statutaires doivent être approuvées par votre section locale et soumises au secrétaire-trésorier national d'ici le 22 mai, sinon elles ne seront pas acceptées et inscrites à l'ordre du jour du congrès.

Unifor tiendra son deuxième congrès du 22 au 26 août au Centre Shaw d'Ottawa. D'ici là, consultez régulièrement cette partie de l'infolettre nationale pour connaître les événements prévus et les dates limites à venir.

- La date limite des inscriptions est le 22 juillet.
- Le congrès s'ouvrira le 22 août et devrait se terminer au plus tard à midi le 26 août.
- Les conseils industriels se réuniront le 21 août.
- Un programme d'orientation destiné aux nouvelles personnes déléguées sera offert pendant la soirée du 21 août.

Pour obtenir de plus amples précisions, allez à l'adresse <http://http://www.unifor.org/fr/quoi-de-neuf/agenda>



Uniforum est publié toutes les deux semaines par Unifor, le plus grand syndicat du secteur privé au Canada.

Vous pouvez nous joindre au:

Uniforum

Service des communications d'Unifor
205 Placer Court, 5e étage
Toronto (Ontario) M5H 3H9
1-800-268-5763

communications@unifor.org

www.unifor.org

Les travailleurs de la santé discutent de l'avenir des soins de santé à l'occasion de leur conférence

Plus de 200 travailleuses et travailleurs de la santé de l'Ontario et de la Nouvelle-Écosse se sont réunis à Port Elgin à l'occasion de la conférence semestrielle sur les soins de santé pour discuter d'un éventail de sujets qui touchent leur vie quotidienne.

En sus des ateliers offerts pour développer les aptitudes au lobbying, l'engagement des membres et la communication lors des campagnes, plusieurs conférencières et conférenciers ont traité du travail accompli par les membres d'Unifor et de l'incidence de celui-ci.

« Les initiatives que vous menez pour défendre l'universalité des soins de santé constituent un exemple pour l'ensemble de l'Amérique de ce que nous pouvons accomplir lorsque nous

unissons nos forces, a affirmé Alan Sable, directeur régional des Amériques, UNICARE. Vous donnez de l'espoir aux petits syndicats. Bien des Sud-Américains rêvent de ce qu'a le Canada et des causes pour lesquelles vous continuez de vous battre. »

D'autres conférencières et conférenciers ont évoqué l'incidence qu'ils ont en tant que soignants professionnels et ont fourni de l'information et des

ressources pour les travailleuses et travailleurs souffrant de stress, d'usure de compassion et du syndrome de stress post-traumatique.

Pour en savoir davantage sur la conférence, nos initiatives visant à protéger le système public de santé et la campagne que nous avons mise sur pied pour revendiquer un nouvel Accord sur la santé, abonnez-vous à l'infolettre du secteur de la santé d'Unifor, The Pulse, à l'adresse



À leur départ, les personnes déléguées à la conférence sur les soins de santé d'Unifor étaient déterminées à se tenir debout pour le système public de santé.

>> Suite de "Le Conseil québécois..." on page 1

moments forts de l'événement.

Robert Beauregard, professeur et doyen de la Faculté de foresterie, de géographie et de géomatique de l'Université Laval, a discuté des mesures pouvant être prises pour que la lutte contre les changements climatiques ait un effet positif sur les emplois et l'économie.

Les ateliers ont révélé les préoccupations communes d'un grand nombre de membres, particulièrement dans l'industrie de la foresterie, mais ils ont aussi mis en relief la perspective encourageante des membres qui bénéficient du virage vert, notamment dans le secteur de l'aérospatiale.

Renaud Gagné, réélu au poste de directeur québécois, a demandé aux membres de se mobiliser, un nombre croissant de campagnes étant lancées.

« Il est essentiel d'encourager



La délégation au Conseil québécois a pris part à une manifestation pour exprimer son appui aux membres de la section locale 1209 chez Delastek, qui font la grève depuis plus d'un an.

nos membres de la base à s'impliquer et à répondre à nos appels, a-t-il déclaré. Pour ce faire, nous devons entrer directement en contact avec eux et leur parler. »

Jerry Dias a traité de quelques-unes des questions pressantes de l'heure.

Le Conseil a donné plus de 5 000 \$ pour venir en aide aux évacués de Fort McMurray, et M. Gagné a demandé aux sections locales de donner un dollar par membre.

>> Suite de "Canada devrait..." on page 1

automobiles au Canada sur une période de six ans, tandis que des droits similaires seraient abolis en 25 ans aux États-Unis. Cette mesure coûterait des milliers d'emplois à Windsor et à la grandeur de l'Ontario.

« Ces règles ne feront qu'encourager les fabricants d'automobiles à conclure de nouveaux contrats d'approvisionnement dans les pays où les salaires sont faibles », a-t-il remarqué.

« Le PTP n'offre aucun avantage à l'industrie de l'automobile au Canada, a-t-il poursuivi. Nous avons vu les effets qu'une piètre politique commerciale pouvait avoir sur nos emplois. Nous n'avons pas besoin d'en voir plus. »

Une disposition de l'accord,

connue sous le nom de « mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États », permettrait aux sociétés de poursuivre les gouvernements s'ils adoptent des lois qui risquent de nuire à leurs profits, même si ces dernières sont dans l'intérêt public. En revanche, aucune disposition ne stipule que les sociétés encourraient des poursuites si elles enfreignaient les règles en matière de travail ou d'environnement.

D'après M. Chiodo, le Canada est déjà le pays qui fait l'objet du plus grand nombre de poursuites aux termes de dispositions similaires d'autres traités commerciaux, et le PTP ne ferait qu'accentuer cette tendance. La semaine dernière seulement, l'entreprise américaine Windstream Energy a intenté



À droite, Dino Chiodo, président de la section locale 444 d'Unifor, rencontre Tracey Ramsey, députée néo-démocrate d'Essex, et Matt Marchand, de la Chambre de commerce régionale de Windsor-Essex, pendant une pause, lors des audiences sur le PTP tenues à Windsor.

une poursuite de 475 millions de dollars aux termes de l'ALENA parce que le gouvernement ontarien avait annulé une série de projets de parc éolien en 2011.

« Nous ne pouvons strictement pas accepter cet accord, a-t-il déclaré. Les torts qu'il pourrait causer à la population de Windsor sont graves à long terme. »

Plus de 150 personnes se

sont rassemblées à l'occasion des audiences tenues à Windsor pour demander instamment au nouveau gouvernement libéral de ne pas ratifier l'accord.

« Nous exigeons que les libéraux respectent leur engagement et écoutent les Canadiens », a affirmé Chris Taylor, président de la section locale 200.

>> Suite de "Les nombreuses menaces..." on page 1

Tim Deelstra de l'Union internationale des travailleurs(es) unis de l'alimentation et du commerce (TUAC) a mentionné à la foule que le PTP était le cadet d'une génération d'accords commerciaux qui ne profitaient pas aux gens ordinaires, mais qui permettaient aux grandes entreprises de déplacer leurs opérations à l'étranger.

« Si nous continuons à signer des accords comme celui-ci, il ne nous restera plus rien », a-t-il déclaré en faisant référence à la fermeture de l'usine de pois et de maïs où sa famille avait travaillé pendant trois générations.

Michael Butler, militant en matière de santé du Conseil des Canadiens, a qualifié le PTP de « mauvais remède », car il empêcherait le Canada de mettre sur pied un régime d'assurance-médicaments indispensable, auquel bien des Canadiens étaient favorables.

Les participants ont été invités à signer une pétition en ligne

d'Open Media, appuyée par Unifor, pour faire savoir au gouvernement fédéral qu'ils n'approuvaient pas le PTP.

Brittany Smith, militante d'À l'Action, a précisé que le mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États, qui permet aux entreprises de poursuivre des gouvernements s'ils adoptent des lois qui risquent de nuire à leurs profits, même si ces dernières sont dans l'intérêt public, comptait parmi les principales menaces que posait le PTP.

« Le PTP n'est pas un accord commercial, a-t-elle ajouté. Le PTP change les règles de l'économie mondiale d'une manière qui aide les grandes sociétés, mais qui nous cause du tort, à nous. »

Katha Fortier, directrice de la région de l'Ontario pour Unifor, a souligné que rien n'indiquait que le PTP allait aider les gens ordinaires, mais que tout portait à croire qu'il nuirait à la foresterie, aux médias, à l'industrie laitière, à l'automobile et à beaucoup d'autres secteurs.

Unifor s'empresse d'aider les gens de Fort McMurray

Unifor n'a pas hésité une seconde à venir en aide à ses membres chassés par les feux de forêt à Fort McMurray.

Dès que les ordres d'évacuation ont été annoncés, le bureau régional de l'Alberta a commencé à recueillir l'information offerte spontanément par les membres d'Unifor habitant la région d'Edmonton concernant les possibilités d'hébergement (chambres d'amis, caravanes, etc.) pour les membres évacués. Constatant que les conditions empiraient et que tous les habitants de Fort McMurray avaient été évacués, Unifor a communiqué avec la Croix-Rouge canadienne pour faire un don initial de 500 000 \$ et a participé à la création d'un portail Web (<https://secure.redcross.ca/registrator/donate.aspx?eventid=197764&langpref=fr-CA&Referrer=direct%2fnone>) permettant à ses membres à la

grandeur du Canada de faire des dons personnels.

« Nos membres à Fort McMurray ont fui la zone incendiée avec leurs familles et presque rien d'autre, a affirmé Jerry Dias, président national d'Unifor. Beaucoup d'entre eux ont perdu leur chez-soi, et des milliers d'autres n'ont toujours pas accès à leur maison. »

Les conseils régionaux de la Colombie-Britannique, des Prairies, de l'Ontario, du Québec et de l'Atlantique ont également donné des dizaines de milliers de dollars.

M. Dias a souligné que les opérations de secours s'échelonnaient sur plusieurs mois, voire des années, et qu'Unifor était fermement résolu à aider ses membres et à prendre part à la reconstruction. Unifor représente plus de 4 000 travailleurs (es) à Fort McMurray (sections locales 707A, 4050, 57, 3000ca, 101R, 2002 et 5454).



Une stratégie est nécessaire pour que l'industrie de l'automobile demeure vigoureuse au Canada

Le Canada pourrait avoir une industrie de l'automobile vigoureuse dans le futur, mais ce ne sera pas facile. Pour ce faire, toutes les parties devront travailler ensemble à l'élaboration d'une véritable stratégie d'investissements dans l'automobile. C'est ce qu'a affirmé Jerry Dias, président national d'Unifor, à l'occasion d'un forum et d'un débat d'experts organisés au sujet de l'industrie de l'automobile à Windsor aujourd'hui.

« Nous serons énergiques et entreprenants, nous serons tout ce que les experts ont dit que nous devons être », a déclaré M. Dias lors d'un discours prononcé à cette occasion.

La section locale 444 d'Unifor a organisé le Policy and Solutions Forum dans le but de réunir le milieu syndical, l'industrie et le monde universitaire pour qu'ils discutent des conditions qu'une stratégie pour l'industrie de l'automobile doit remplir pour être efficace et attirer des investissements au Canada.

« Nous travaillerons en étroite collaboration pour nous assurer que ces investissements se concrétisent », a indiqué M. Dias aux quelque 250 gens d'affaires, dirigeants syndicaux, politiciens et universitaires locaux présents. Selon M. Dias, l'industrie de l'automobile demeurera vigoureuse si le milieu syndical, l'industrie et le gouvernement

DANS CE NUMÉRO Le Canada doit repenser son approche commerciale. Unifor et ses alliés tiennent des rassemblements à Windsor et à Toronto parallèlement aux audiences fédérales sur le PTP. Le Conseil québécois se réunit et démontre sa solidarité. Les délégués à la conférence sur les soins de santé sont redynamisés. Unifor aide les évacués de Fort McMurray.



La section locale 444 d'Unifor a organisé un forum sur la politique de l'automobile à Windsor dans le but de réunir le mouvement syndical, les gens d'affaires et le milieu universitaire pour qu'ils discutent de l'avenir de l'industrie au Canada.

s'associent pour amener davantage d'investissements au Canada, notamment en s'assurant que les trois constructeurs de Detroit s'engagent à y produire de nouveaux produits.

Les experts ont convenu que le Canada avait besoin d'une stratégie ciblée combinant les incitatifs avec les infrastructures, le soutien à la recherche et à

l'innovation pour la prochaine génération d'automobiles et la formation des travailleurs, entre autres.

« Windsor ou l'Ontario se trouvent dans une petite bulle d'allégresse qui les protège du reste du monde », a indiqué Peter Frise, directeur scientifique et PDG du réseau de centres d'excellence d'AUTO21.